



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-065- DB

Date d'affichage :
1 octobre 2020

Nombre de membres : 51
En exercice : 51
Quorum : 26

Présents : 35
Excusé(s) : 7
dont pouvoir(s) : 4
Absent(s) : 9

Nombre de votants : 39

Secrétaire de séance :

M. Grégory PIERRE.

Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.

Membres présents en séance :

Présents : (35)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.

Excusé(s) : (7)

Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (4)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX

Absent(s) : (9)

Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES - CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SOCIÉTÉ ANJOU ÉTIQUETTES - VOLET "MODERNISATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF" (MAP)

La société ANJOU ÉTIQUETTES réalise des impressions de type étiquettes, de la création graphique à l'impression, du façonnage à la logistique.

Installée à Montreuil-Bellay, dans la zone Europe-Champagne, ANJOU ÉTIQUETTES a été créée en 1973 et, depuis 2018, dirigée par Monsieur Bossy.

Désormais, l'entreprise emploie 25 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros.

Pour continuer son développement, l'entreprise souhaite une machine permettant de réaliser des dorures pour les impressions. Cette nouvelle activité permettra de développer sa production, en particulier dans le domaine viticole.

Ce projet est essentiel dans le cadre de la modernisation de leur appareil productif pour les raisons suivantes :

- 1- Accroître la rentabilité de l'entreprise et réduire les coûts de production ;
- 2- Augmenter la croissance de l'entreprise et le chiffre d'affaires ;
- 3- Proposer une nouvelle gamme de produits.

Le projet d'investissement se décompose comme suit :

Poste	Montant € (HT)
Module principal	100 824 €
Mécanisme dérouleur	16 682 €
Mandrin	5 859 €
Poste de pelliculage	17 528 €
TOTAL	140 893 €

L'aide financière, au titre de la modernisation de l'appareil productif peut être calculée comme suit :

Montant éligible	140 893€ HT
Taux d'aide accordé par la CA SVL	30 %
Montant de l'aide allouée par la CA SVL (plafonné à 30 000 €)	30 000 €

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au bureau d'une partie de ses attributions,

Vu le budget primitif 2020 adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 ;

Vu la décision du Bureau Communautaire n° 2018-128-DB du 25 octobre 2018, approuvant le règlement d'aide financière à la modernisation de l'appareil productif des entreprises et la délibération n° 2020-036-DC du Conseil Communautaire en date du 11 juin 2020 approuvant l'évolution dudit règlement d'intervention relatif à la modernisation de l'appareil productif suite à la crise sanitaire du Covid-19 ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- D'APPROUVER la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques avec la société ANJOU ÉTIQUETTES et d'accorder le versement d'une subvention de 30 000 euros pour son projet d'investissement, dans le cadre du dispositif d'aides aux entreprises – Volet « Modernisation de l'Appareil Productif » ;

- D'AUTORISER le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 39 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.4 interventions économiques – 7.4.1 aides au développement économique de droit commun (art L 1511-2 du CGCT)
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »